



Chefs d'Etat haïtiens

Tirésias Simon Sam (1896-1902)

Présentation

18e chef d'Etat :

Mars 1896 - Mai 1902

Durée du mandat :

6 ans 1 mois

Age à l'investiture :

60 ans

Événements majeurs :

Nouveau tramway à Port-au-Prince (1896)

Nouvelles limites pour Port-au-Prince (1899)

Mise en service du chemin de fer Cap

Grand Rivière du Nord (1899)

Construction du chemin de fer Port-au-Prince/L'Etang (1899-1902)

Consolidation de la dette publique (1900).

Le profil personnel

C'est un long parcours qui a conduit Sam à la présidence. Entré dans l'armée sous Soulouque, il est fait général par Salnave. Il commande les communes de Grande Rivière du Nord et du Cap, puis l'arrondissement du Limbé. Il entre en politique à la chute de Boisrond Canal comme secrétaire d'Etat de l'Intérieur et de l'Agriculture des deux gouvernements provisoires

qui se mettent en place. Il est ensuite ministre de Salomon, sénateur du Cap à deux reprises, délégué des gouvernements de Salomon et d'Hyppolite. C'est au poste de secrétaire d'Etat de la Guerre et de la Marine- poste qu'il a déjà occupé- que le surprend la mort d'Hyppolite.

Grand propriétaire foncier du Nord, spéculateur en café, il est décrit comme soucieux d'élégance, et même vaniteux. Ses costumes et ses uniformes viennent de Saville Row, à Londres; sa lessive part chaque semaine à Kingston ou à Saint-Thomas. Il traîne une réputation de coureur de jupons dont atteste le nombre de ses compagnes et de ses enfants. C'est un homme cultivé, peu porté sur la violence.

L'accession au pouvoir

A la mort d'Hyppolite, et comme le veut la Constitution de 1889, le Conseil des secrétaires d'Etat prend charge. Sous la houlette de Tancrede Auguste, secrétaire d'Etat de l'Intérieur, les parlementaires sont ramenés à Port-au-Prince à bord des navires gouvernementaux pour élire le nouveau président. Le sénateur Stewart, successeur présumé, se désiste. Il en est de même de Callisthènes Fouchard. La candidature lointaine de François Manigat, en exil, à la Jamaïque, n'est pas prise en compte. Le 31 mars 1896, sept jours après la mort d'Hyppolite, le secrétaire d'Etat de la Guerre, Tirésias Simon Sam, est élu président pour sept ans par 104 voix sur 111 votants.

Le mandat

L'administration de Tirésias part avec un double handicap: la situation économique est difficile du fait de la surproduction mondiale de café (le Brésil, premier producteur, inonde le marché et les prix baissent considérablement entraînant une grande misère en Haïti) et de la dette publique importante laissée par l'administration Hyppolite dont la politique de travaux publics a coûté cher aux finances publiques. L'Etat s'est endetté: les droits d'exportation ainsi que les droits d'importation sont engagés pour plusieurs années. Cette situation explique les emprunts intérieurs successifs du gouvernement Sam et la décision de "consolider" la dette publique, c'est-à-dire de payer tous les financeurs du gouvernement pour en constituer un seul, et de rééchelonner les remboursements pour donner au gouvernement les moyens de fonctionner. Cette décision entraînera un scandale financier et un procès de la Consolidation.

Le Débonnaire. Plusieurs historiens ont ainsi surnommé Tirésias : son gouvernement ne connaît aucune insurrection ou complot d'envergure, il réprime sans excès les débordements de son opposition politique, il ne livre aucune guerre sanglante. A plusieurs occasions, des arrestations sont opérées, mais elles n'entraînent pratiquement jamais d'exécutions. Une polémique dans la presse suffira d'ailleurs à convaincre Tirésias de s'aligner sur le vœu de la constitution et de ne pas essayer de rallonger son mandat d'un an, ainsi que lui aurait permis la décision de l'Assemblée nationale de 1896.

Il embarque avec les honneurs sur l'Olinde Rodriguez. Jugé et condamné par contumace dans l'affaire de la Consolidation, il paiera mille dollars d'amende et pourra revenir, gracié, à Port-au-Prince où il passera la fin de sa vie dans la discrétion imposée par les circonstances de la chute de son cousin Vilbrun Guillaume.

Le monde extérieur

Sur ce plan-là également, le gouvernement de Tirésias a de nombreuses difficultés. La France d'abord, qui conditionne la reconnaissance du gouvernement à un règlement des réclamations d'indemnité des citoyens français. Le ministre des Affaires étrangères français, Gabriel Hanoteaux, conditionnera la remise des lettres de créance de l'ambassadeur d'Haïti à un paiement rapide.

Un banal fait-divers impliquant un cocher, un agent de police et un citoyen haïtiano-allemand, Emile Lüders, entraîne un incident diplomatique qui s'aggravera de façon irrémédiable et débouchera, malgré les rodomontades du ministre des Affaires étrangères, Solon Ménos, malgré les interventions du corps diplomatique, sur l'humiliation: libération de Lüders, paiement d'une indemnité, salutation sans réciprocité du drapeau allemand.

Enfin, ce n'est pas sans inquiétude que le gouvernement voit les Etats-Unis prendre en 1898, le contrôle de Porto Rico et de Cuba.

Réf. : ORIOL, Michèle. VILAIRE, Patrick. WIESER, Corinne. *Chef d'Etat en Haïti, Gloire et misères, 1804-1986*. Réalisé par : Fondation pour la Recherche Iconographique et Documentaire et Archives Nationales d'Haïti.